



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 22/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DAUM

Rue des Cristalleries
54112 Vannes-Le-Châtel

Références : 2025_1107
Code AIOT : 0006200004

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2025 dans l'établissement DAUM implanté 11 rue des Cristalleries 54112 Vannes-le-Châtel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DAUM
- 11 rue des Cristalleries 54112 Vannes-le-Châtel
- Code AIOT : 0006200004
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La cristallerie DAUM fait l'objet d'une mise en demeure en date du 28/07/2021 de respecter les

prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation. La présente visite porte l'avancement des travaux réalisés ou en cours de réalisation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Activités	Arrêté Préfectoral du 01/09/2010, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Installation électrique	Arrêté Préfectoral du 07/12/1992, article 23	Sans objet
3	Surveillance des rejets air "Composition"	Arrêté Préfectoral du 01/09/2010, article 2.2	Sans objet
4	Surveillance des rejets air "Four"	Arrêté Préfectoral du 27/12/1993, article 11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des éléments attendus, l'inspection proposera à réception de ces derniers à Monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle, un projet d'arrêté préfectoral qui actualisera les activités de la société DAUM ainsi que les valeurs limites des rejets atmosphériques vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 2 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/09/2010, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : tableau des installations : rubriques 2530, 1172, 1220, 2575, 2920
Constats : Lors de la visite, l'inspection des installations classées a réalisé avec la société DAUM, un état de ses activités vis-à-vis des rubriques de la nomenclature des installations classées. <u>Rubrique 1172 :</u> La société DAUM est visée par la rubrique 1172 qui a été remplacée par la rubrique 4510 depuis 2014.

Rubrique 1220 :

L'inspection a constaté que la société DAUM a notifié la cessation du stockage d'oxygène lors de la cessation du four à bassin. L'ensemble des équipements a été retiré selon l'exploitant en 2000. Le site ne serait donc plus concerné par la rubrique 1220 (remplacée par la rubrique 4725 depuis 2014).

Rubrique 2920:

Par décret, la rubrique 2920 a été supprimée de la nomenclature des installations classées.

Le tableau de classement des activités de la société DAUM, qui bénéficie des droits acquis, doit donc être mis à jour.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de se positionner auprès de l'autorité administrative vis-à-vis du classement de ses installations classées avec tous les éléments d'appréciation qui permettront de mettre à jour le tableau de ses activités.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Installation électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/1992, article 23

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique des installations électriques

Prescription contrôlée :

(...) l'installation électrique sera entretenue en bon état et périodiquement contrôlée (...)

Constats :

L'exploitant a présenté le jour de la visite les documents justifiant le contrôle annuel des installations électriques (Q18 du 24/12/2024 référence rapport 8066795). Quelques non-conformités ont été relevées.

L'exploitant dispose d'un suivi informatique qui reprend l'ensemble des non-conformités relevées associées à un délai d'intervention et actions réalisées ou en cours.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance des rejets air "Composition"

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/09/2010, article 2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions

Prescription contrôlée :

Les opérations de mélanges - composition seront effectuées sous aspiration, les effluents gazeux

<p>seront dépoussiérés avant rejet à l'atmosphère. ils devront respecter les valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • poussières : 40 mg/Nm³ • plomb : 1 mg/Nm³ <p>Ces rejets feront l'objet d'un contrôle semestriel(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le dernier rapport des rejets atmosphériques de l'atelier de composition mélange référencé RC48561 du 17 avril 2025.</p> <p>Les résultats des mesures réalisées montrent que les rejets respectent les valeurs limites d'émission.</p> <p>Par courriel du 17 septembre 2025, l'exploitant a indiqué que la prochaine campagne est programmée pour le 25 octobre 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Surveillance des rejets air "Four"

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/1993, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un organisme indépendant (...) procédera une fois par an sur chaque installation (...) à la détermination des teneurs en plomb (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'article 11 de l'arrêté préfectoral 15289 BIS du 27 décembre 1993 encadre les fréquences de mesures afin de déterminer les teneurs en plomb dans les poussières rejetées du four à fusion sans pour autant mettre à jour l'arrêté préfectoral d'autorisation 15-289 du 7 décembre 1992 modifié par l'arrêté susvisé sur les valeurs de rejet du four à fusion.</p> <p>L'arrêté ministériel 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale est opposable à la société DAUM.</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport référencé RC 48662 du 6 mai 2025 de la campagne d'analyses annuelle réalisée les 31 mars et 1er avril 2025.</p> <p>Aucun dépassement n'a été constaté sur l'ensemble des dispositions relatives aux rejets atmosphériques de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale.</p> <p>(A titre d'information : Plomb : 0,42 mg/Nm³ pour une VLE de 1 mg/Nm³)</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>